

Le peu que nous avons arraché aux puissants... ... nous est aujourd'hui progressivement repris...

Nous manifestons aujourd'hui contre une réforme des retraites. Mais le gouvernement nous promet des réformes à la pelle ! Et demain, nous devons lutter contre la réduction des effectifs de la fonction publique, après demain contre les privatisations, et encore et toujours contre la destruction programmée et méthodique des acquis sociaux.

Qu'elles soient estampillées droite ou gauche, les majorités politiques qui se succèdent évoluent toutes dans un même cadre : le système capitaliste. Même s'il existe des différences entre les formations politiques de droite et de gauche dans la forme, elles ont toutes ce même point commun : elles gèrent, réglementent, modifient en surface, et surtout optimisent un système basé sur la compétition entre les êtres humains : le capitalisme. Qu'il soit ultra-libéral comme dans les pays anglo-saxons, ou un peu plus régulé par l'État, le capitalisme reste basé sur des valeurs d'ultra-individualisme, d'exploitation du travail à des fins de profit. Son socle reste la division de la société en classes sociales, dans une lutte acharnée et perpétuelle de la bourgeoisie - de droite comme de gauche - pour garder le pouvoir économique et politique à son profit... et à nos dépens. Ces élites, économiques et politiques, n'ont jamais cessé, elles, de peser dans le rapport de force qui fait la réalité de la lutte des classes ; et tout cela, bien sûr, en évitant de provoquer des remous trop dangereux et trop risqués pour les intérêts qui sont les siens.

ET nous là-dedans ? Où est notre action, notre poids dans cette lutte de classe ? Dans les partis qui nous dépossèdent ? Dans les grandes centrales syndicales, qui ne font finalement qu'écarter les vagues de protestation en les endiguant, qui ne font que masquer les dysfonctionnements inhérents au système étatique-capitaliste (et ça, ça arrange bien les élites, comme l'actualité le montre !) ?

La réforme des régimes spéciaux de retraite s'inscrit dans cette logique. Nous exploiter plus longtemps. Nous diviser, en avançant des "privilèges", alors que de vraies différences existent entre les salaires d'un patron,

N'ÉCOUTE PAS
CES PROVOCATEURS
NOS REPRÉSENTANTS
REFLÉCHISSENT
POUR NOUS!



Alors cessons de rêver sur les "30 glorieuses" ou d'envier une vie de bourgeois bien illusoire et nourrie de la misère des autres. N'est-il pas plus que temps de lier nos problèmes quotidiens avec une lutte globale contre cette société de la dépossession que l'on nous impose ?

Pour que ces luttes aient un sens, pour ne pas s'épuiser dans ces batailles défensives répétées, il faut les conjuguer à un combat plus vaste, révolutionnaire, contre ce système qui voudrait nous faire croire qu'il est le seul légitime. Il nous faut lutter pour une alternative, ici, maintenant, sur nos lieux de travail, dans notre vie quotidienne. L'échec du communisme totalitaire, en URSS ou ailleurs, nous prouve que le communisme étatisé et centralisé est dangereux.

Les anarcho-syndicalistes explorent d'autres voies, par des pratiques de luttes autogérées, démocratiques, fédérales, qui tentent de construire dès aujourd'hui des modes de fonctionnement collectif structurés, cohérents, fédéraux ; cela pour préparer une société libre et égalitaire, demain.

Et parce que nous pensons que c'est urgent et nécessaire, nous vous invitons à nous rejoindre.

d'un ministre, d'un député, et les nôtres. Une autre différence de taille est que leurs salaires proviennent tous du fruit de notre propre travail, de notre exploitation donc.

Salaires mensuels :

Président de la République	: 6 751.93 € brut (à ajouter +140 %)
Premier ministre	: 20 693.16 € brut
Ministre	: 13 795.41 € brut
Secrétaire d'Etat	: 13 105.5 € brut
Député	: 6 952 € brut (puis 5 178 € pendant 5 ans en cas de non réélection, puis 1 390 € à vie)
10% des ménages les plus riches	: 3 800 € brut par mois (en 2006)
10% des ménages les plus pauvres	: 875 € brut par mois (en 2006)
85% des Français	: moins de 2 000 € par mois
50% des Français	: moins de 1 200 € par mois
90% des fonctionnaires SNCF	: moins de 1 000 € [retraite] par mois

Ne doutons pas que les réformes à venir sur les contrats de travail entre autres, auront également pour objectif de nous exploiter plus, de nous « rentabiliser » davantage.

L'année dernière, au prix d'une longue lutte, nous avons mis en échec le gouvernement sur une partie de la loi sur « l'égalité des chances », en faisant obstacle à la mise en place du CPE. Cette victoire est positive. Mais comme nous pouvons le constater, les capitalistes du PS ou de l'UMP reviennent perpétuellement à la charge avec de nouveaux projets.

Il n'y a pas de solution miracle, ou de parti politicien providentiel, qui puisse saboter ce rouleau compresseur. Seule la lutte paie. Si nous ne nous organisons pas contre la source du problème, le capitalisme (l'exploitation) et l'Etat (la dépossession), mais que nous nous contentons de répondre ponctuellement à ses attaques, nous serons appelés à nous mobiliser, et à nous re-mobiliser sans fin.

GARAS [Groupement d'Action et de Réflexion AnarchoSyndicaliste] - Nantes - octobre 2007.

✂ Pour recevoir gratuitement trois numéros de notre *Lettre de Liaison*, renvoyez ce coupon à notre adresse fédérale : STSET B.P. 31303 37013 TOURS CEDEX 1.

Nom : Prénom : Adresse :
Pour nous contacter, écrivez à l'adresse ci-dessus, ou par courriel à l'adresse suivante : garas_44@no-log.org